

## MARCHE PUBLIC DE PRESTATION INTELLECTUELLE



### CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES C.C.P.

**Marché n°6226SGTR03**

Personne publique contractante :

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA REUNION  
5 B rue de Paris – CS 31023 - 97404 SAINT DENIS Cedex

### **Objet de la consultation :**

**Désignation d'un commissaire aux comptes pour la CCI Réunion**

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE.1. OBJET DU MARCHÉ</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE.2. PROCEDURE ET FORME DU MARCHE</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE.3. PRESENTATION DE LA CCI DE LA CCI REUNION</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE.4. DOCUMENT CONTRACTUELS</b>	<b>6</b>
<b>PIECES PARTICULIERES</b>	<b>6</b>
<b>4.1 PIECES GENERALES</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE.5. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE.6. LIEU D'EXECUTION ET DE LIVRAISON DES PRESTATIONS</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE.7. MODIFICATION DU MARCHE EN COURS D'EXECUTION</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE.8. MODALITES D'EXECUTION</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE.9. MODALITES DE COMMANDE</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE.10. SUIVI DES PRESTATIONS</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE.11. VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE.12. COMPETENCES ET MOYENS DU TITULAIRE</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE.13. PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE.14. PENALITES</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE.15. OBLIGATIONS DU TITULAIRE</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE.16. REGULARITE DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE.17. ASSURANCES</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE.18. DIFFERENTS ENTRE LES PARTIES</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE.19. ATTRIBUTION DES COMPETENCES</b>	<b>19</b>

<b>ARTICLE.20. CESSIION DU MARCHE</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE.21. RESILIATION</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE.22. DEROGATIONS AU CCAG-PI</b>	<b>19</b>

## ARTICLE.1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la désignation d'un commissaire aux comptes pour la CCI Réunion et de son suppléant en application de l'article L 712-6 du code de commerce.

- Mission 1 : Mission de commissariat aux comptes pour la CCI Réunion allant de 2026 à 2031
- Mission 2 : Missions de certification ponctuelle de rapports financiers pendant cette même période

## ARTICLE.2. PROCEDURE ET FORME DU MARCHÉ

### 2.1. Procédure

La procédure utilisée est celle de procédure adaptée.

### 2.2. Forme du marché

Accord cadre mono-attributaire à bons de commande en application des articles R2123-1 ; R2162-1 et 4, R 2162-13 à 14 du décret n°2019-259 du 29 mars 2019 du Code de la Commande Publique. Ce marché sera établi avec minimum en quantité (six exercices).

### 2.3. Allotissement

### 2.4.

La consultation est à lot unique il est composé des missions ci-dessous :

- Mission 1 : Certification des comptes de la CCI Réunion pour six exercices allant de 2026 à 2031.
- Mission 2 : Certification ponctuelle de rapports financiers

### Mission de certification des comptes

Pour faciliter l'exécution de la mission légale de certification des comptes annuels, la CCI Réunion élabore un dossier de révision des comptes. Elle souhaite que la mission puisse se dérouler en deux étapes :

- une mission d'intérim située de préférence au 4<sup>ème</sup> trimestre de l'année civile N permettant notamment d'appréhender les procédures.
- les travaux de certification au début 2<sup>ème</sup> trimestre de l'année N+1 au plus tard. La CCI Réunion mettra à disposition l'ensemble des documents permettant d'apprécier la justification des comptes.

⇒ Le rapport de mission doit être fournis dans les **10 JOURS** qui précèdent l'Assemblée Générale de l'institution

En sus de la présentation habituelle en Assemblée Générale, une présentation des comptes devra obligatoirement être faite lors de la réunion préparatoire avec le Président et le Trésorier, de la réunion du BUREAU et de la Commission des finances.

## **2.5. Missions de certification ponctuelle de rapports financiers**

La CCI REUNION sollicitera en fonction de ses besoins le commissaire aux comptes afin d'obtenir une attestation permettant de justifier les rapports financiers fournis.

⇒ Le titulaire s'engage à produire ces attestations dans un délai maximum de 5 JOURS à partir de la demande.

**Lieu :** Ces missions de contrôle se feront si besoin dans les locaux de la CCI Réunion

### **Fonctionnement budgétaire, comptable et financier des CCI (s)**

La CCI REUNION est régie les normes d'interventions constituant le nouveau cadre d'organisation budgétaire, comptable et financière du réseau des CCI qui ont été adoptées à l'unanimité lors de l'assemblée générale de CCI France le 25 octobre 2022.

#### **Comptabilité :**

- Organisation en service budgétaire – périmètre 2026 - (service général, formation), pouvant eux-mêmes être suivis dans des sections comptables.
- Comptes de liaison interservices
- Budgets : primitif, rectificatif, exécuté (réalisé)
- Engagement des dépenses permettant entre autres de contrôler les crédits budgétaires.

#### **Fiscalité :**

- Gestion du coefficient de taxation (ex-prorata TVA)
- Régime d'Impôts sur les sociétés : les CCI ne sont soumises à l'impôt sur les sociétés que pour leurs activités à caractère industriel et commercial. Par ailleurs, elles sont soumises à une imposition à taux réduit pour leur activité sans but lucratif.

#### **La norme 4.7 :**

La norme 4.7, votée par l'Assemblée Générale de CCI France le 21 juin 2011, précise les obligations du Commissariat aux Comptes dans les CCI.

## **ARTICLE.3. Présentation de la CCI DE LA CCI Réunion**

Principales données relatives à la CCI Ile de La Réunion

### **3.1. L'effectif**

Données 2024 :

129 ETP pour le Service Général

148 ETP pour le Pôle Formation

### **3.2. Organisation comptable et analytique**

La CCI REUNION dispose d'une comptabilité analytique.

Le Service Général est composé de sous services (Siège, Pôle Economique, CRITT)

Le Pôle Formation est composé de sous services (CCF, CIRFIM, CENTHOR, CFA Commerce et services, CFA Hôtellerie Restauration)

### **3.3. Comptes 2024**

- Budget de fonctionnement : 34 394K€

- Produits d'exploitation : 27 834 K€
- Total bilan : 63 641 K€

### **3.4. Budget Primitif 2026**

- Budget de fonctionnement : 31 923 K€
- Produits d'exploitation : 29 094 K€
- Investissement : 17 123 K€

## **ARTICLE.4. DOCUMENT CONTRACTUELS**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

### **Pièces particulières**

- L'acte d'Engagement.
- Le CCP qui doit être accepté dans sa globalité. Chaque page sera paraphée.
- Bordereau de prix

### **4.1 Pièces générales**

Le Cahier des Clauses Administratives Générale (en référence, n'est pas joint au marché), applicable aux marchés publics de prestation intellectuelles (CCAG/PI) en vigueur à la date de la signature du présent marché (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles.

Le Titulaire déclare avoir pris connaissance des pièces contractuelles et accepter toutes les clauses qu'elles comportent.

En cas d'incompatibilité ou de divergence d'interprétation des pièces, celles-ci prévalent dans l'ordre de leur énumération.

Les documents originaux du marché sont conservés par La CCI Réunion.

Il est à noter qu'en cas de difficulté d'interprétation entre l'un quelconque des titres et une quelconque des clauses du marché, le contenu de la clause prévaut sur le titre de l'article.

## **ARTICLE.5. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION**

### **5.1. Durée du marché**

Le marché est conclu pour une durée de 6 exercices à compter de sa notification, soit pour les comptes allant du 01/01/2026 aux comptes clos au 31/12/2031

Les délais d'exécution de la mission courent à compter de l'Assemblée Générale de nomination du commissaire aux comptes, pour la certification des comptes de l'année 2026 et se termine à l'issue de l'Assemblée Générale d'approbation des comptes de l'exercice 2031, soit au plus tard le 31 mai 2032.

Le candidat retenu transmettra obligatoirement chaque année, 3 mois avant la date anniversaire de la notification du marché, les listes des documents à jour. Pour la décision de non-reconduction elle se fera trois mois avant la fin de chaque durée d'un an du marché.

## **5.2. Point de départ des prestations et durée d'exécution des bons de commande**

La CCI Réunion pourra émettre et notifier au Titulaire des bons de commande pendant toute la durée de validité du marché dans les conditions fixées au présent CCP.

## **5.3. Prestations supplémentaires / similaires**

En cours d'exécution du marché, La CCI Réunion se réserve la possibilité de faire réaliser des prestations supplémentaires par le Titulaire du présent marché.

Cette possibilité devra respecter des conditions énoncées aux articles R2194-2 à R2194-4 du Code de la Commande Publique.

La CCI Réunion se réserve la possibilité de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au Titulaire du présent marché conformément à l'article R.2122-7 du Code de la commande publique.

## **ARTICLE.6. LIEU D'EXECUTION ET DE LIVRAISON DES PRESTATIONS**

Les prestations seront exécutées dans les locaux du Titulaire.

Les réunions et autres comités de pilotage pourront avoir lieu en présentiel ou en distanciel, selon accord entre les parties.

## **ARTICLE.7. MODIFICATION DU MARCHE EN COURS D'EXECUTION**

### **7.1. Cession de marché public**

La cession du marché par le Titulaire ne peut intervenir que dans les conditions des articles R2194-6 et suivants du code de la commande publique, étant précisé qu'elle est conditionnée à la conclusion d'un avenant librement conclu à cet effet par La CCI Réunion, avec le Titulaire et le cessionnaire, notamment au regard des considérations suivantes :

- La cession n'emporte aucune autre modification substantielle que le changement de Titulaire
- Le cessionnaire satisfait aux conditions qui ont été fixées pour l'attribution du marché ;
- La cession n'a pas pour objet de soustraire le marché aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

En tout état de cause, la cession ne peut qu'être globale, en ce qu'elle concerne le marché. Le cessionnaire doit présenter des garanties techniques, professionnelles et financières au moins équivalentes à celles du Titulaire.

### **7.2. Clause de réexamen**

Le présent marché pourra, le cas échéant, faire l'objet d'une modification en cours d'exécution dans le respect des conditions fixées aux articles R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique.

Plus particulièrement, le présent marché pourra faire l'objet d'une modification, sur le fondement de l'article R.2194-1 du code précité : des modifications au marché sont susceptibles d'être apportées par voie d'avenant dans les hypothèses suivantes :

- Évolution du secteur et des pratiques ;

- Modification législative et/ou réglementaire impliquant l'obligation de réaliser des prestations complémentaires non prévues dans le présent marché ;
- Possibilité de réexaminer les conditions financières, notamment dans les cas suivants :
  - En cas de modification de l'environnement économique portant atteinte à l'économie générale du marché ou à son équilibre financier ;
  - En cas d'événements extérieurs aux parties perturbant durablement ou sensiblement la réalisation des prestations.

Conformément aux dispositions de l'article L.2194-1 du code de la commande publique, les modifications et/ou ajouts ne peuvent avoir pour effet de changer la nature globale du marché.

Toute modification acceptée par les parties à l'issue de cette procédure de réexamen fera l'objet d'un avenant qui précisera notamment les nouvelles prestations et modalités financières du présent marché.

Quelle que soit la modification, le Titulaire et La CCI Réunion se rencontrent afin de déterminer l'impact de ces changements sur l'exécution du marché et ses conditions financières.

## **ARTICLE.8. MODALITES D'EXECUTION**

Les bons de commande sont établis sur la base spécifications techniques et financières définis au stade du marché.

Ils seront établis par la Direction Financière de la CCI Réunion.

Ces bons de commandes, datés et numérotés.

Par défaut, l'émission du bon de commande vaut commencement d'exécution des prestations concernées.

Chaque bon de commande est signé par une personne habilitée à engager la structure puis adressé au Titulaire.

Le bon de commande mentionne :

- La référence du marché,
- La référence du bon de commande,
- L'objet détaillé de la prestation,
- Les délais de réalisation des prestations,
- Les prix HT,
- La quantité,
- Le prix total HT, le montant de la TVA et le prix TTC de la commande,
- La date de la commande,
- La date de livraison
- L'adresse de facturation.

Le bon de commande peut être modifié par l'acheteur en cours de réalisation de la prestation en cas d'erreur matérielle. Dans cette hypothèse, la prestation est suspendue. L'acheteur adresse un bon de commande rectificatif au Titulaire qui doit formellement notifier son acceptation de la modification.



## **ARTICLE.9. MODALITES DE COMMANDE**

La notification de la commande interviendra dans le courant du 2<sup>ème</sup> trimestre 2026.

## **ARTICLE.10. SUIVI DES PRESTATIONS**

### **10.1. Correspondant La CCI Réunion**

Le nom et les coordonnées de la personne désignée comme responsable du marché par La CCI Réunion pour suivre l'exécution du marché seront communiqués lors de la notification du présent marché.

Cette personne est chargée pour le compte de La CCI Réunion de diriger et de contrôler l'exécution des prestations et des réceptions. Il est l'interlocuteur direct et privilégié vis-à-vis du Titulaire du présent accord-cadre.

La CCI Réunion s'engage à faciliter l'accès du Titulaire à toutes les sources d'information et aux documents dont la connaissance est indispensable à l'accomplissement de sa tâche.

LA CCI RÉUNION s'engage à garantir la tenue des rendez-vous nécessaires à la mission et ce, au regard des délais qu'elle impose.

LA CCI RÉUNION est tenue de manière générale à une obligation de collaboration et à ce titre, met à la disposition du Titulaire les informations qui lui sont nécessaires dans le cadre du présent marché.

### **10.2. Correspondant du Titulaire**

Le Titulaire désigne un chef de projet qui participe aux réunions liées au marché et qui est l'interlocuteur privilégié de La CCI Réunion pour tout problème relatif à l'exécution du marché.

Le chef de projet est le garant vis-à-vis de La CCI Réunion de la qualité des prestations fournies. Ceci doit concrètement se traduire par le respect des niveaux d'engagement de service.

## **ARTICLE.11. VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS**

Les opérations de vérification qualitative et quantitative se feront comme suit :

Par le Directeur Financier de la CCI Réunion

Vérification quantitative : par année

Vérification qualitative :

- A la présentation en réunion de BUREAU et à la Commission des finances
- A la transmission du rapport annuel au plus tard 10 jours avant l'Assemblée Générale
- Et lecture du rapport pendant l'Assemblée Générale.

## **ARTICLE.12. COMPETENCES ET MOYENS DU TITULAIRE**

### **12.1. Compétences**

Le Titulaire nomme un coordonnateur qui assure la coordination et le suivi général du marché. Il est l'interlocuteur privilégié de La CCI Réunion dans le cadre de l'exécution des prestations prévues au

présent marché.

#### **12.2. Absence prolongée, départ du personnel et remplacement**

En cas d'absence prolongé ou de départ du commissaire aux comptes, le Titulaire doit en aviser immédiatement le pouvoir adjudicateur, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, l'obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres au pouvoir adjudicateur dans un délai d'une semaine à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent.

Le remplaçant est considéré comme accepté si la personne publique ne le récusé pas dans un délai d'une semaine à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si la personne publique récusé le remplaçant, le Titulaire dispose de 7 jours pour désigner un autre remplaçant et en informer la personne responsable du marché.

A défaut de désignation, ou si ce remplaçant est récusé dans le délai d'une semaine indiqué ci-dessus, le marché est résilié dans les conditions prévues à l'article « résiliation » du présent document.

#### **12.3. Statut du personnel du Titulaire**

Il est expressément entendu que les personnels du Titulaire demeurent à tous les égards les salariés de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements...).

Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du Titulaire pendant la durée des prestations relève de la compétence du Titulaire.

#### **12.4. Sous-traitance**

En application de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance et conformément aux règles prévues au code de la commande publique, le Titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire s'engage à faire respecter l'ensemble des clauses du marché à ses éventuels sous-traitants.

Dans tous les cas, il demeure entièrement responsable vis à vis du pouvoir adjudicateur des prestations sous-traitées.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché (en cas de manquements répétés) aux frais et risques de l'entreprise Titulaire.

### **ARTICLE.13. PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES**

#### **13.1. Contenu des prix**

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires y compris les frais de déplacement, d'hébergement

et de restauration des personnels du Titulaire mis à la disposition éventuellement de l'Acheteur.

L'ensemble des frais du Titulaire est inclus dans les prix indiqués dans le bordereau de prix.  
Le prix unitaire d'un titre est donc constitué :

Les prix comprennent les dépenses de toute nature inhérente à l'exécution des prestations, et notamment :

- les frais généraux, impôts et taxes, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée ;
- les frais de gestion incluant la mise à disposition pour chaque collaborateur bénéficiaire (y compris le Pôle services supports) de l'espace personnel en ligne;
- les frais de rédaction, d'impression et de reproduction des livrables et de tout autre support issu de l'exécution des prestations ;
- en cas de sous-traitance, les frais de coordination et de contrôle du Titulaire ;
- en cas de cotraitances, la rémunération de la totalité des missions du mandataire du groupement ;

Ils tiennent compte de tous les aléas et sujétions susceptibles d'être rencontrés dans l'exécution de la prestation.

### 13.2. Forme des prix et modalités de variation des prix

#### 12.2.1. Forme des prix

Les prix du marché sont unitaires. Ils sont révisables annuellement sur la base de l'indice « FSD1 », indice frais et services divers, dans les conditions définies ci-après.

#### 12.2.2. Modalités de variation

Les prix du marché sont fermes pendant la première année d'exécution du marché et révisables annuellement à la date anniversaire du marché.

#### 12.2.3 Modalités de révision des prix

Le Titulaire devra solliciter par mail, directement adressé au chef de projet La CCI Réunion, l'application de la formule de révision au plus tard deux mois avant la date anniversaire du marché, avec effet à la date de révision. Il devra présenter le calcul des prix révisés, en mentionnant la référence de la publication dans laquelle les indices ont été relevés et être accompagné d'un fichier Excel contenant à minima : une colonne avec les prix initiaux, une colonne avec les nouveaux prix et une colonne avec l'écart en pourcentage entre les deux prix.

A défaut de communication de ses nouveaux tarifs, le Titulaire restera engagé sur les prix initiaux. La révision de prix, acceptée par mail par La CCI Réunion ne nécessite ni la signature d'un avenant, ni la signature d'une annexe.

La révision sera effectuée en utilisant la formule suivante :

Les prix sont révisables **à chaque nouvelle année civile** au moyen de la formule suivante :

#### **PRIX**

Le marché est conclu pour un montant indiqué à l'acte d'engagement (décomposition de prix). Il s'agit d'un prix global forfaitaire annuel, révisable pour chaque nouvel exercice, selon la formule

suivante :

$P = P_o \times (0,125 + 0,875 \times \text{SYNT} / \text{SYNT}_o)$  avec

$P_o$  = prix indiqué dans l'acte d'engagement ou, pour chaque nouvel exercice, prix révisé selon l'application de la formule précédente.

SYNT = valeur de l'indice au mois de révision.

Ce prix global et forfaitaire pourra être augmenté, le cas échéant, par des demandes ponctuelles de contrôle de dossier, sur la base du prix unitaire et forfaitaire que le candidat aura indiqué dans son offre initiale, par application du nombre de demandes effectives de la CCI Réunion.

Dans le cas :

D'une réduction du périmètre initial tel que présenté dans le CCP, il sera opéré une réduction des honoraires des commissaires aux comptes en fonction du nombre d'heures initial prévu si le secteur d'activité a fait l'objet d'une estimation des heures dans le présent marché. Sinon, il conviendra d'apprécier la réduction du nombre d'heures en fonction de la part relative de cette activité. Cette modification devra alors faire l'objet d'un avenant au présent marché.

D'une augmentation du périmètre initial tel que présenté dans le CCP, il sera opéré une augmentation des honoraires des commissaires aux comptes, calculée en fonction de la part relative à cet accroissement, ainsi qu'en fonction des spécificités de la nouvelle activité. Cette modification devra alors faire l'objet d'un avenant au présent marché.

Enfin, en cas de nouvelles dispositions légales et réglementaires, la nature et l'ampleur des prestations devront être appréciées selon le barème de la profession. Cette modification devra alors faire l'objet d'un avenant au présent marché.

#### 12.2.4. Mois d'établissement des prix

Le mois d'établissement des prix du marché est le mois de la date limite de remise des offres fixée pour le marché.

#### 12.2.5. Clause de sauvegarde

L'augmentation annuelle des prix sera limitée à 5% à la hausse, au-delà de cette augmentation, La CCI Réunion se réserve le droit de résilier le marché.

La variation à la baisse n'est pas limitée.

### **13.3. Périodicité de facturation**

Chacun des bons de commande fera l'objet d'un paiement.

Le paiement ne pourra intervenir qu'après exécution complète de la prestation indiquée sur le bon de commande et acceptation par La CCI Réunion.

### **13.4. Acceptation du montant de la facture**

La CCI Réunion vérifie le montant indiqué sur la facture. Elle le complète éventuellement en calculant les avances à rembourser, les pénalités et les réfections imposées. Le montant de la somme à régler au Titulaire est arrêté par La CCI Réunion. Il est notifié au Titulaire si la demande de paiement a été modifiée ou si elle a été complétée comme indiqué ci-dessus. Passé un délai de

trente jours à compter de cette notification, le Titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

### 13.5. Modalités de paiement en cas de groupement

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

### 13.6. Modalités de paiement direct du sous-traitant

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par La CCI Réunion, est payé directement selon les modalités précisées ci-dessous pour la partie du marché dont il assure l'exécution. Le sous-traitant adresse au Titulaire sa facture libellée au nom du Titulaire qui la vise et l'envoie à La CCI Réunion à l'adresse de facturation indiquée. La somme à régler au sous-traitant tient compte d'une éventuelle révision des prix et inclut la T.V.A. au taux applicable au contrat de sous-traitance, tel qu'il a été mentionné dans la déclaration de sous-traitance.

### 13.7. Modalités de paiement en cas de désaccord

En cas de désaccord entre le Titulaire et La CCI Réunion, le paiement sera effectué par virement sur la base provisoire des sommes admises par La CCI Réunion dans les conditions prévues à l'article 11.7.3 du CCAG-PI, déduction faite des éventuelles pénalités et réfections.

### 13.8. Factures dématérialisées

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon le décret relatif au Code de la Commande Publique marchés publics. Le règlement se fera par virement bancaire d'après le RIB fourni par le candidat.

**Le paiement se fera par virement** bancaire d'après le RIB fourni par le candidat

L'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 a rendu la **facturation électronique obligatoire** dans les marchés publics de manière progressive. Déjà déployée pour les entreprises de plus de 10 salariés la **facturation électronique est devenue obligatoire** depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020 (article L. 2192-1 du Code de la Commande Publique).

Cette obligation suppose que l'ensemble des demandes de paiement soient transmises de manière dématérialisée sur le portail public de facturation, désigné sous le nom de **Chorus PRO**.

Il s'agit d'une solution mutualisée, **mise à disposition par l'Etat** et qui **le dépôt, la réception et la transmission des factures sous forme électronique**.

Conformément à la réglementation en vigueur, les factures sont déposées sur la plateforme de l'Etat « Chorus PRO » : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Vos factures et pièces complémentaires sont à déposer avec le code Siret et code service suivants :

Service Général	189 742 117 00014
-----------------	-------------------

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre **les numéros d'identité de l'émetteur** et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

### 13.9. Intérêts moratoires

Le non-paiement dans les délais des sommes dues par l'acheteur en application du présent marché fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires ainsi qu'une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement au profit du Titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

### 13.10. Avance

Sauf renoncement du Titulaire porté au marché, le versement d'une avance de 20% prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après, sera effectué si le montant forfaitaire du marché subséquent ou du bon de commande y afférant est supérieur à 50 000 € HT et si le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution.

#### **Avances**

Confère article R. 2191-3 à 19 du décret n°2019-259 du 29 mars 2019 relatif au code de la commande publique

#### **Acomptes**

Confère article R. 2191-20 à 22 du décret n°2019-259 du 29 mars 2019 relatif au code de la commande publique

### **13.11. Cession ou nantissement de créances résultant des marchés**

L'Acheteur remet au Titulaire à sa demande :

- soit une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée, par lui, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au Titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché,
- soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie.

La demande sera à adresser à :

La CCI Réunion  
5 B, rue de Paris  
CS 31023  
97404 ST-DENIS CEDEX

## **ARTICLE.14. PENALITES**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, les pénalités sont encourues par le simple fait de la constatation par La CCI Réunion et font l'objet d'une retenue par précompte sur les sommes dues au Titulaire.

Seules les pénalités encourues pour non-acquittement des formalités mentionnées au code du travail feront l'objet d'une mise en demeure préalable.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FSC, les pénalités seront dues dès le premier euro.

### **14.1. Pénalités contractuelles**

Cet article déroge à l'article 14 du CCAG-PI.

En cas de non-respect des délais définis par le Titulaire dans son offre, La CCI Réunion se réserve la possibilité d'appliquer des pénalités, par jour calendaire de retard, égales à 100 € HT pour non-livraison du rapport sur les comptes annuels ou des certificats demandés.

En cas de d'absence à une réunion de préparation ou de présentation pour les comptes annuels une pénalité forfaitaire de 500€ HT sera appliquée.

### **14.2. Plafonnement des pénalités**

Les pénalités exigibles sont plafonnées à 35% du montant HT exécuté du marché. Lorsque le cumul des pénalités aurait pour résultat de dépasser le plafond indiqué ci-dessus, La CCI Réunion se réserve le droit de résilier le marché aux torts exclusifs du Titulaire dans les conditions de l'article « résiliation » du présent document.

## **ARTICLE.15. OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **15.1. Conseil et information**

Le Titulaire doit fournir au Pouvoir adjudicateur, l'ensemble des conseils, des mises en garde et des recommandations nécessaires à la bonne exécution du marché.

## CONFIDENTIALITE

Les prestations sont exécutées sous l'entière responsabilité du titulaire, qui doit se conformer à la réglementation en vigueur, assurer les diligences directement liées à sa mission de commissaire aux comptes et aux règles de déontologie telles que visées dans le code de la profession de commissaire aux comptes.

Les commissaires aux comptes, ainsi que leurs collaborateurs et experts :

- Sont astreints au secret professionnel pour les faits, actes, renseignements, documents dont ils ont pu avoir connaissance à raison de leurs fonctions et cela dans le respect des dispositions de l'article L.822-15 du Code du Commerce.
- S'interdisent de communiquer à quiconque, directement ou indirectement, tout ou partie des informations et documents de toute nature, technique, administrative, juridique et stratégique, dont ils auraient eu connaissance dans le cadre de leurs pouvoirs d'information et d'investigation à l'occasion de l'exécution du présent marché.

### Incompatibilité :

Le candidat doit vérifier s'il ne tombe pas sous le coup des articles L 822-10 à L 822-16 du Code de commerce propre aux mandats de commissariat aux comptes.

La liste des Membres du bureau et des Membres titulaires de la CCI Réunion est jointe en annexe. Le candidat doit fournir une attestation sur l'honneur indiquant qu'il n'est pas en situation d'incompatibilité pour exercer sa mission de façon indépendante. En cas de changement, il s'engage à en informer immédiatement la CCI Réunion

## 15.2. Confidentialité et sécurité

### 15.2.1. Obligation de confidentialité

Le Titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel, au secret professionnel et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, données, données nominatives, illustrations, dont il a ou aura eu connaissance au titre de l'exécution du marché.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise d'informations et/ou de données sur quelque support que ce soit à des tiers.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire le pouvoir adjudicateur à résilier le marché aux torts du Titulaire, aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur au Titulaire, au titre de l'article 1384.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

### 15.2.2. Traitement des données à caractère personnel

Un document relatif à la protection des données et des traitements des données confiées au Titulaire est annexé à l'acte d'engagement. Le Titulaire accepte de fait cette annexe dans sa première version lors de la remise de son offre. Des modifications peuvent toutefois être apportées au document dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat. La prise d'effet du document modifié est soumise à l'acceptation formelle des deux parties. L'**annexe A** du document RGPD ; spécifications des traitements de données à caractère personnel ; n'est toutefois pas négociable et doit être complétée intégralement lors de la remise des offres.



## Utilisation des données personnelles dans le cadre de la consultation

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques.

Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation font l'objet d'un traitement aux fins de :

- Gérer la commande publique ;
- Préparer et lancer les procédures de marchés publics ;
- Recevoir et évaluer les candidatures et les offres ;
- Attribuer les marchés publics ;
- Exécuter et suivre les marchés publics.

**Base légale :** obligation légale (code de la commande publique).

**Communication aux tiers :** Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

**Durée de conservation des données personnelles :** Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.

**Droits des personnes :** Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et de limitation de traitement.

L'exercice de ces droits peut être effectué auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur : par mail, [dpo@reunion.cci.fr](mailto:dpo@reunion.cci.fr) ou par voie postale à la CCI Réunion - DPO - 5B rue de Paris - CS 31023 - 97404 Saint-Denis.

Si les opérateurs estiment que leurs droits relatifs à leurs données personnelles ne sont pas respectés, ils peuvent introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr).

**Informations de l'attributaire :** Les informations concernant l'attributaire seront exploitées dans le cadre de l'exécution du contrat afin de permettre le bon déroulement des prestations.

## Gestion des incidents

Le titulaire établit un compte rendu suite à chaque incident et sauvegarde les traces de ses interventions.

Tout incident survenant dans l'application sur des données appartenant à la CCI Réunion est porté immédiatement à la connaissance de la CCI Réunion-DSI. Les comptes rendus sont mis à disposition de la CCI Réunion-DRH et DSI à sa demande.

## Faillle de sécurité

Le titulaire informe immédiatement la CCI Réunion en cas de faille de sécurité exploitée.

## Maintenance ou renouvellement de logiciel ou des équipements

La maintenance confiée à un tiers sera accompagnée d'une information et/ou d'une formation et des équipes de la CCI Réunion- DSI et DRH. Les données appartenant à la CCI Réunion seront effacées de tout matériel en fin de vie avant que celui-ci quitte les locaux du titulaire

#### **ARTICLE.16. REGULARITE DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE**

Le Titulaire s'engage à fournir tous **les 6 mois** à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail.

Si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, La CCI Réunion se fait remettre dans les mêmes conditions les documents énumérés à l'article D.8222-7 du code du travail.

En cas de non remise des documents mentionnés ci-dessus, le marché pourra être résilié dans les conditions mentionnées à l'article « résiliation ».

#### **ARTICLE.17. ASSURANCES**

Conformément à l'article 9 du CCAG-PI, le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'Acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Les franchises d'assurances seront à la charge du Titulaire, du/des éventuels cotraitant(s) ou sous-traitant(s).

#### **ARTICLE.18. DIFFERENTS ENTRE LES PARTIES**

Seul le droit français est applicable en cas de litige né de l'exécution ou de l'interprétation du présent contrat, le tribunal compétent sera le Tribunal Administratif de saint Denis de La Réunion. Tout rapport, toute documentation, toutes correspondances relatives au présent marché doivent être rédigés en français.

##### **Instance chargée des procédures de recours :**

Tribunal administratif - secrétariat du greffe, 27 Rue Félix Guyon - CS 61107 97404, Saint-Denis.

Tél. 02 62 92 43 61. Fax 02 62 92 43 62.

##### **Introduction des recours :**

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours : 2 mois à compter de la date de notification du marché.

## **ARTICLE.19. ATTRIBUTION DES COMPETENCES**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

En cas de litige résultant de l'application du marché, le tribunal administratif compétent sera celui du domicile de l'Acheteur.

## **ARTICLE.20. CESSION DU MARCHE**

Le Titulaire doit informer l'Acheteur de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise Titulaire et de tout projet de cession du marché dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

L'Acheteur peut s'opposer à cette cession, sauf lorsqu'il est fait application de la loi n°2005-845 du 26 juillet 2005 sur la sauvegarde des entreprises et le Décret d'application du Décret n°2005-1677 du 28 décembre 2005, ou dans les cas de fusion notamment, lorsque l'activité de fabrication du Titulaire est cédée à la seule condition que le repreneur présente au moins les mêmes compétences et garanties au regard de l'Acheteur et que le cessionnaire accepte les conditions du marché.

En cas d'acceptation de la cession du marché par le pouvoir adjudicateur, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert au nouveau Titulaire.

Le Titulaire devra remettre à l'Acheteur, dès le jour d'effet de la cession du marché et sans formalités supplémentaires, tous les documents en sa possession concernant les travaux effectués dans le cadre de ce marché.

## **ARTICLE.21. RESILIATION**

En cas de non-respect de l'une des obligations du marché :

- Faute grave constatée dans l'exécution des prestations (plus de 3 fois et notifié par écrit)
- Ou encore en cas de retard répétés (plus de 3 fois)

Le contrat pourra être résilié immédiatement de plein droit et sans mise en demeure préalable par la C.C.I.Réunion par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **ARTICLE.22. DEROGATIONS AU CCAG-PI**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCP sont les suivantes :

Date : .....

Cachet et signature du candidat

Nom de l'entreprise : .....

Nom de représentant habilité : .....

Reconnaît avoir pris connaissance des prescriptions contenues dans le présent CCP

**P/L'ENTREPRISE**